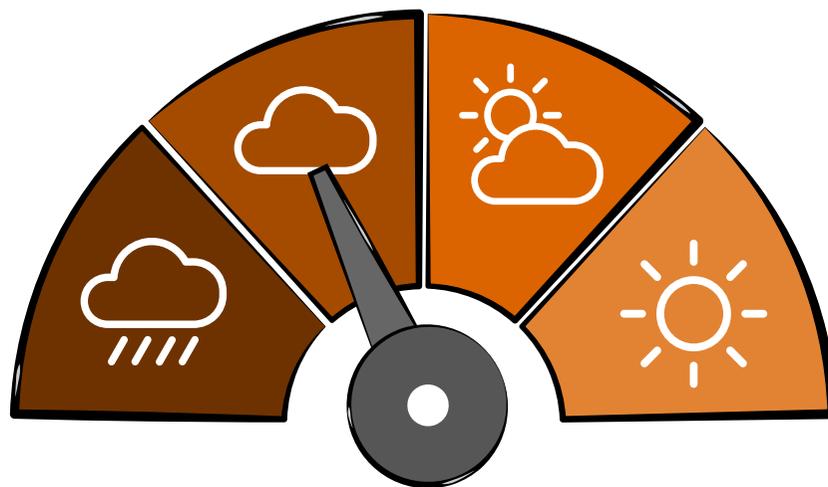


ENQUÊTE DE CONJONCTURE DES ENTREPRISES



BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE

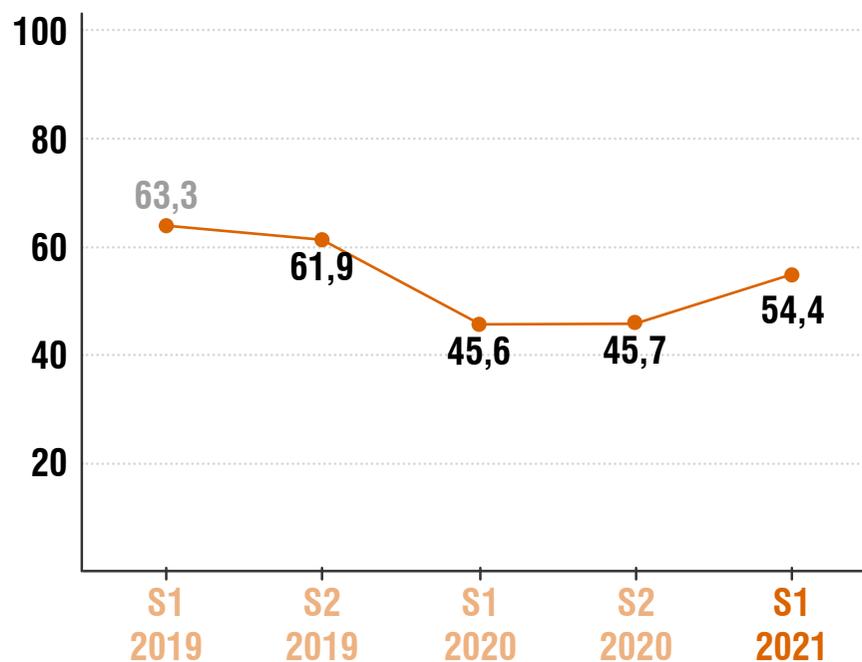
ÉDITION 1^{ER} SEMESTRE 2021

FOCUS THÉMATIQUE :
SKILLS & TRAINING

LA CONJONCTURE

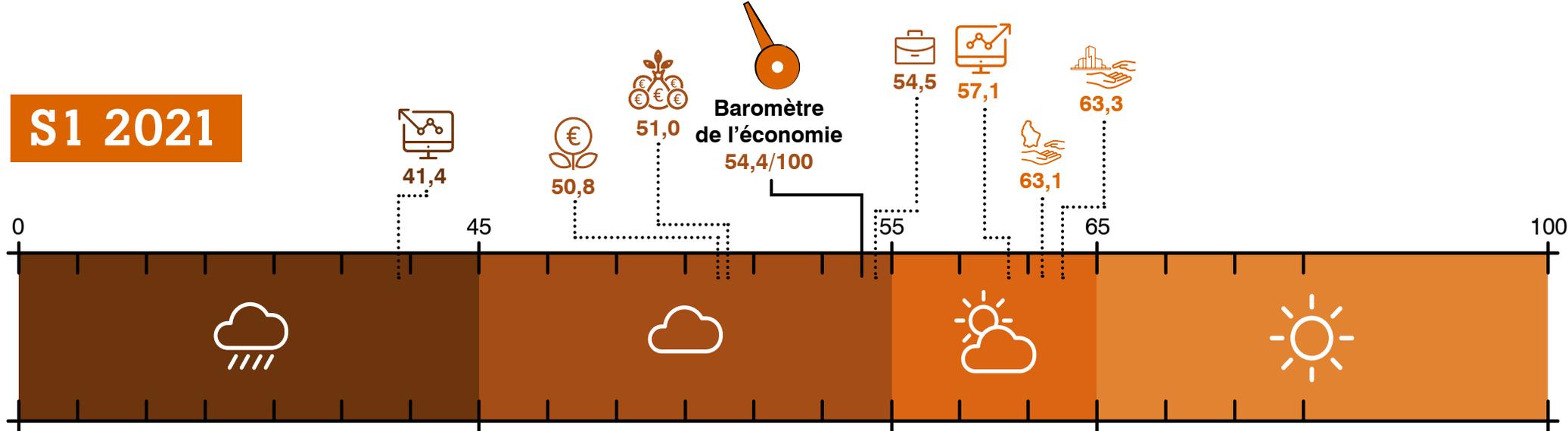
Voilà un an que la crise sanitaire et économique sévit, laissant les entreprises dans l'expectative, **entre arrêt total de l'activité pour certaines**, maintien dans des **conditions particulières**, caractérisées par le ralentissement, pour d'autres, et **incertitudes** pour l'ensemble d'entre elles. Le **score du Baromètre de l'Économie remonte**, de 46,5 à 54,4 points, laissant penser que le creux de la vague serait passé, alors que la **baisse de l'activité** a été une nouvelle fois **manifeste ces six derniers mois pour près de quatre entreprises sur dix**. Il s'agit davantage d'un frémissement, les entreprises misant majoritairement sur la stabilité, que de la relance tant espérée. Ainsi, le **rattrapage**, que ce soit en matière d'investissements, de rentabilité, de formation ou de confiance dans l'avenir, **ne devrait pas intervenir avant** la prochaine édition du Baromètre (**automne 2021**). D'ici là, c'est encore la pénible attente pour l'économie.

Évolution du score du Baromètre de l'Économie*

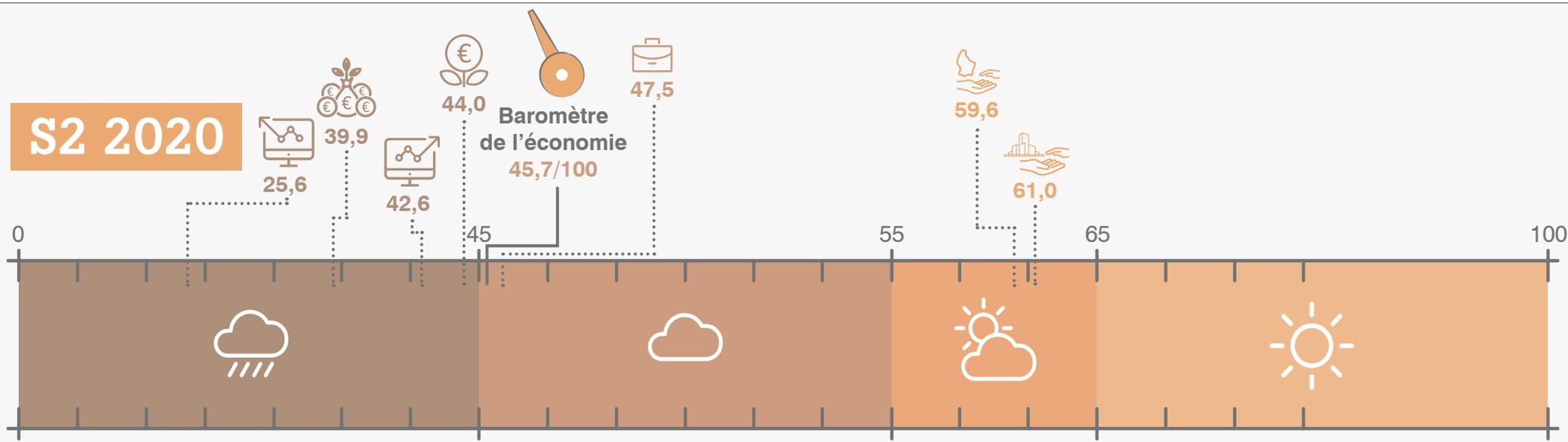


* Le score du Baromètre de l'Économie (sur 100) correspond à la moyenne des 7 indicateurs de conjoncture : confiance dans l'avenir (entreprise et économie), activité (six derniers mois et six prochains mois), emploi, rentabilité et investissement.

S1 2021



S2 2020



 Activité des 6 derniers mois

 Activité des 6 prochains mois

 Emplois

 Investissements

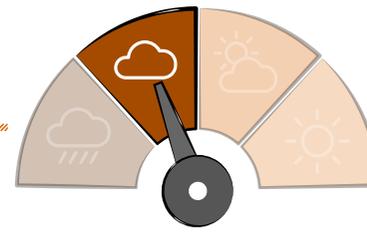
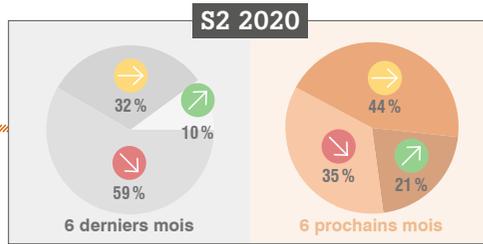
 Rentabilité

 Confiance dans l'avenir de l'économie luxembourgeoise

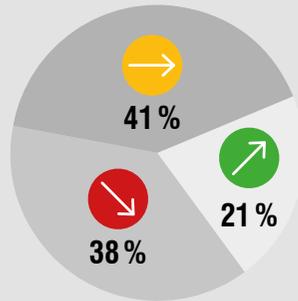
 Confiance dans l'avenir de l'entreprise

 Baromètre de l'Économie

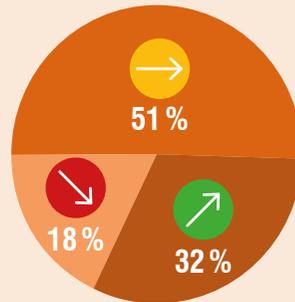
Activité



L'activité au cours des 6 derniers mois était :

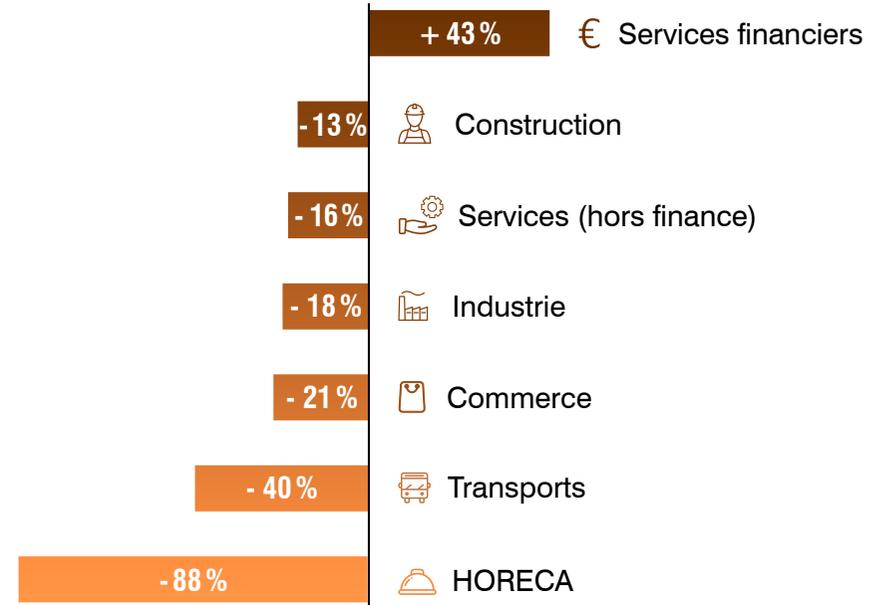


L'activité pour les 6 prochains mois devrait :



↘ En diminution
 → Stable
 ↗ En augmentation

Différentiel entre la part des entreprises avec activité en hausse et celles avec activité en baisse :

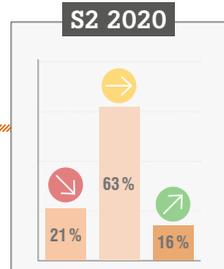


Il y a une **remarquable similitude** entre les **anticipations** des dirigeants d'entreprises lors de **l'automne dernier** et la réalité de l'évolution de **l'activité au cours des six derniers mois**. Comme estimé, leur activité a **baissé pour plus d'un tiers d'entre eux**, tandis qu'elle a progressé pour environ une entreprise sur cinq. Les six prochains mois devraient voir un **léger retour à une meilleure situation**, avec une hausse de l'activité prévue pour 32% des entreprises, contre une baisse pour 18% d'entre elles. La stabilité, au niveau bas occasionné par la crise, concerne toutefois plus d'une entreprise sur deux. Ces prévisions peuvent être interprétées comme une **attitude prudente**, face à une situation sanitaire encore floue et les conséquences incertaines de la levée progressive des aides.

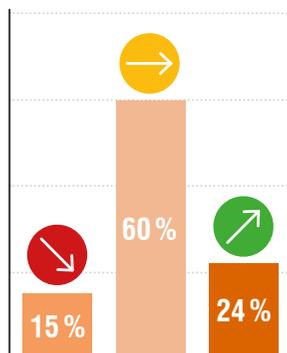
Les observateurs économiques évoquent une courbe en K pour expliquer **l'impact disparate de la crise sur les différents secteurs économiques**. L'évolution de l'activité au cours des six derniers mois en est la plus parfaite illustration, avec une **baisse pour près de 90% des entreprises du secteur HORECA** et une **hausse pour 43% des entreprises financières**. Entre ces deux secteurs à la situation bien différente, tous les secteurs ont été plus ou moins affectés par la crise, notamment ceux des transports, du commerce et de l'industrie.

Emplois

Effectifs pour les 6 prochains mois :



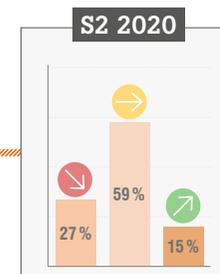
Près d'un quart des entreprises devraient voir leurs effectifs augmenter au cours des prochains mois, contre 15% pour lesquelles le nombre d'emplois baisserait. L'emploi a moins été touché que l'activité au cours de l'année passée. Ceci confirme la capacité de l'économie luxembourgeoise à créer de l'emploi et à le maintenir.



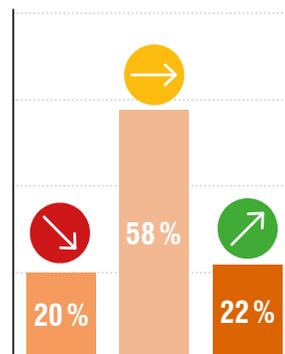
Les secteurs qui devraient créer le plus d'emplois sont la finance (différentiel de +27,3% entre les entreprises en hausse et en baisse), les services hors finance (+19,2%) et la construction (+ 9,9%). Plus d'une entreprise sur trois de l'HORECA anticipe de diminuer ses effectifs au cours des six prochains mois. Les entreprises de plus petites tailles, de 6 à 9 salariés, sont significativement moins optimistes que les entreprises de plus de 10 salariés quant à l'évolution de leurs effectifs.

Investissements

Pour les 6 prochains mois :



Les entreprises prévoient en majorité une stabilité de leurs investissements au cours du semestre à venir, ceci dans un contexte de recul marqué lors des deux dernières éditions du Baromètre. 46% des hôtels, restaurants et cafés, et plus de 30% des commerces envisagent toutefois une baisse. La bonne nouvelle vient du secteur industriel, pour lequel le pourcentage d'entreprises anticipant une hausse (21%) est supérieur au pourcentage estimant une baisse (14%). Les résultats sont plus positifs pour les entreprises de 50 salariés et plus, avec 27% prévoyant une hausse et seulement 15% une diminution.

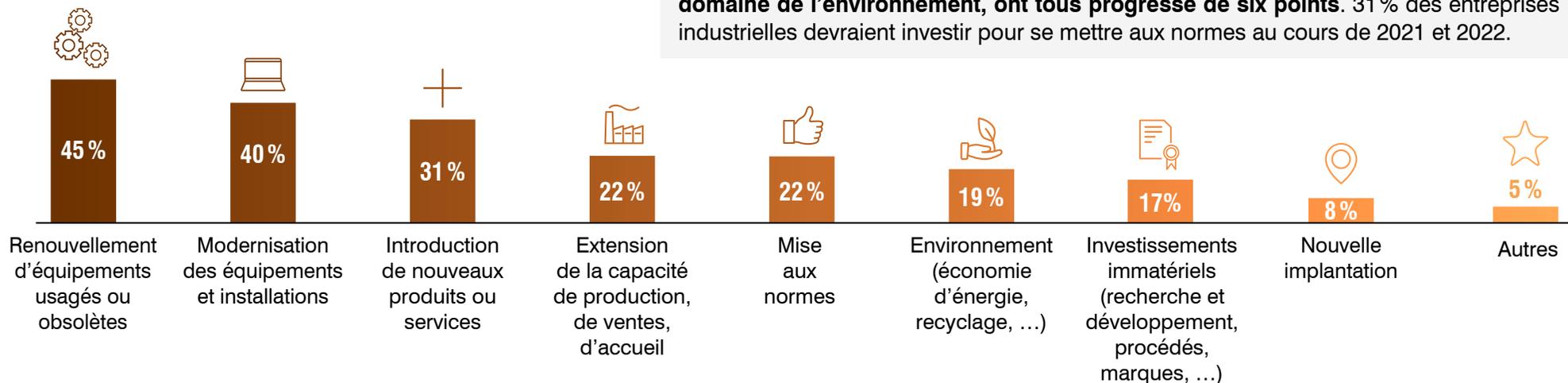


↘ En diminution
 → Stable
 ↗ En augmentation

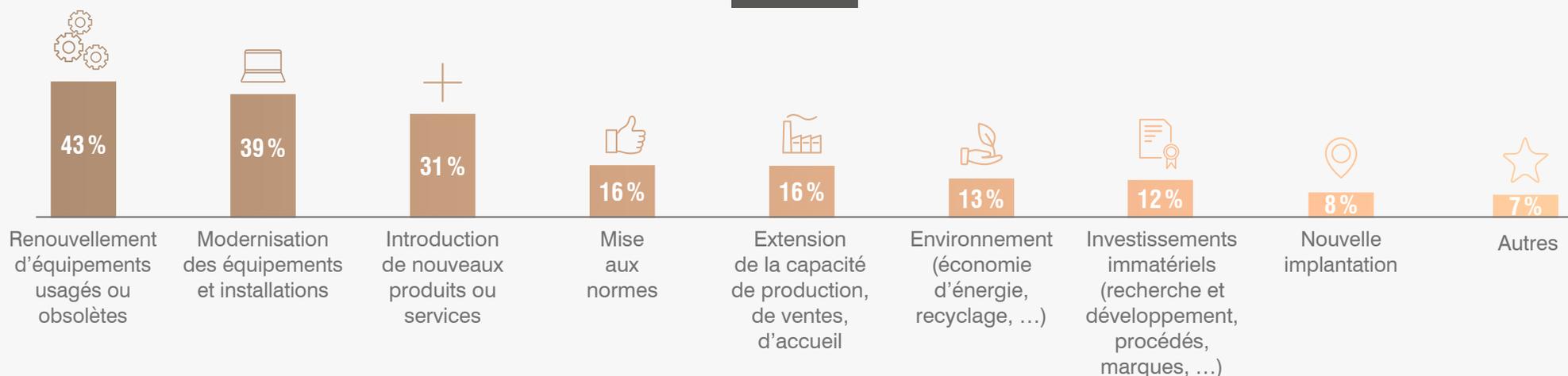
Type d'investissements

Quels types d'investissements pour les entreprises en 2021 et 2022 ?

Les trois principales catégories d'investissements, à savoir, le renouvellement d'équipements, leur modernisation et l'introduction de nouveaux produits et services, sont à des niveaux similaires à ceux anticipés il y a un an. En revanche, les **investissements pour extension de la capacité de production, pour la mise aux normes et dans le domaine de l'environnement, ont tous progressé de six points**. 31 % des entreprises industrielles devraient investir pour se mettre aux normes au cours de 2021 et 2022.



S1 2020



Crédit

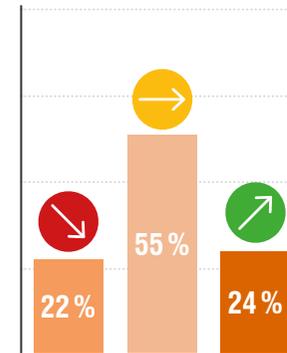
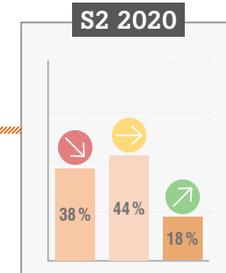
Difficultés d'accès au crédit :



Si 78% des dirigeants d'entreprises déclarent ne pas avoir eu de difficultés d'accès au crédit au cours des 12 derniers mois, ils sont tout de même plus nombreux que l'an passé à indiquer avoir eu beaucoup de difficultés, soit un pourcentage de 8% contre 5% en 2020. Le **cumul des entreprises ayant eu des difficultés et beaucoup de difficultés** pour avoir accès au crédit atteint **47% dans l'HORECA, 24% dans le commerce et 23% pour le secteur de la construction.**

Rentabilité

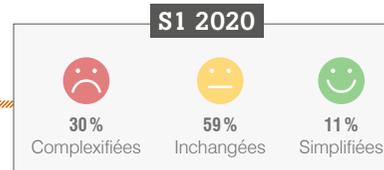
Pour les 6 prochains mois :



Après une forte chute de la rentabilité des entreprises depuis le début de la crise, le semestre à venir devrait être placé sous le signe de la **stabilisation**. **L'HORECA anticipe une nouvelle dégradation** de cette rentabilité, alors qu'elle aurait tendance à **se rétablir** pour les entreprises de la **finance** et de la **construction**.

Administration

Les procédures et formalités administratives des entreprises sont, en 2021 :

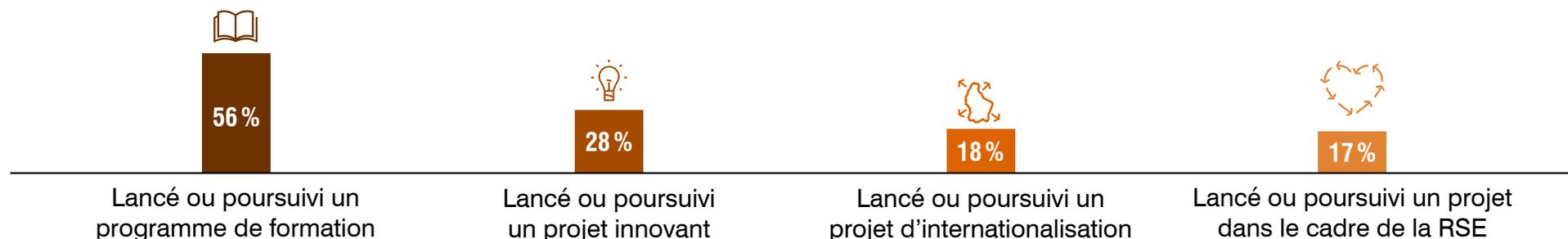


Les entreprises continuent à être nombreuses à considérer que les procédures administratives tendent à se complexifier. C'est notamment le cas pour 51% des entreprises de services financiers et de l'HORECA, 48% du secteur des transports et 42% de celui des services. **44% des entreprises de 6 à 9 salariés mettent en évidence cette plus grande complexité.**

En diminution
 Stable
 En augmentation

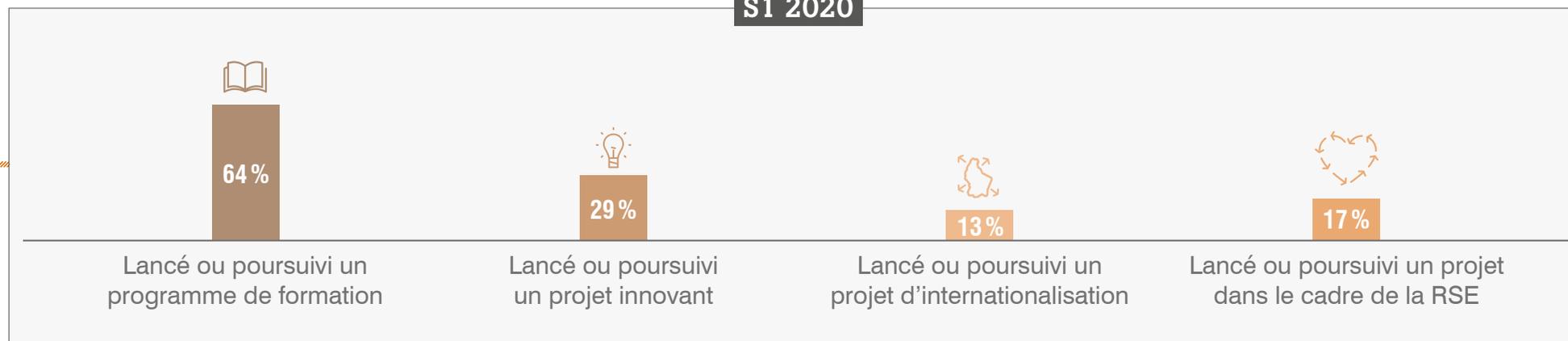
Projets des entreprises

Au cours des 12 derniers mois, les entreprises ont :

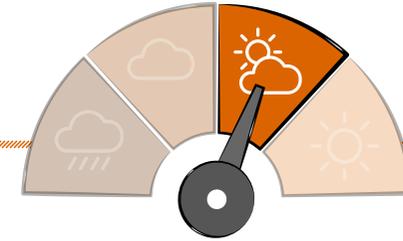


Les projets des entreprises les plus affectés par la crise sont les programmes de formation, en baisse de 8 points par rapport à l'an passé, tandis que les trois autres types de projet se sont maintenus au même niveau, voire ont augmenté dans le cas de l'internationalisation. **La mise en place de projets RSE est fortement corrélée à la taille des entreprises**, puisqu'elle concerne seulement 11% des entreprises de 6 à 9 salariés. Ce pourcentage atteint 63% pour celles de plus de 250 salariés. Les projets RSE sont plus fortement menés par les entreprises de la finance (45%) et des transports (20%). **L'internationalisation est une des solutions trouvées par les entreprises face à la crise**. Ainsi, si elles n'étaient que 2% l'an dernier à mener de tels projets dans l'HORECA, elles sont plus de 10% dans ce cas en 2021.

S1 2020

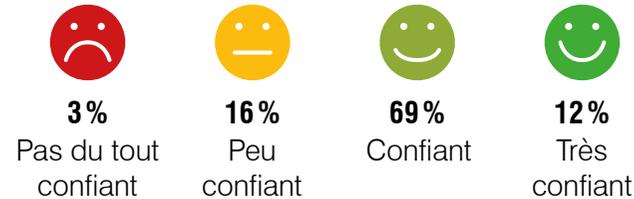


Confiance



Le printemps 2021 est l'occasion d'un **léger regain de confiance des dirigeants dans leur entreprise**, le pourcentage d'entrepreneurs confiants et très confiants passant **de 78% à 81%**, sans retrouver le niveau des Baromètres d'il y a un an et demi.

Quel sentiment de confiance des entreprises pour leur avenir à moyen terme ?

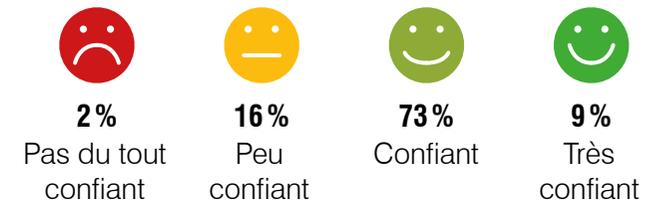


Sans surprise, la confiance dans l'avenir de l'entreprise est liée à la conjoncture actuelle de chaque secteur. **42% des dirigeants de l'HORECA ne sont pas confiants dans l'avenir à moyen terme de leur hôtel, restaurant ou café.** C'est aussi le cas pour 20% des entreprises de la construction - en décalage avec la forte demande de bâtiments au Luxembourg - et du commerce.



La confiance dans l'avenir de l'économie luxembourgeoise progresse de 6 points en l'espace d'un semestre. Les dirigeants de petites entreprises se révèlent bien moins confiants dans l'avenir à moyen terme de l'économie luxembourgeoise que ceux des moyennes et grandes entreprises. Ils sont près de 20% d'entre eux à ne pas être confiants, contre seulement 5% des dirigeants d'entreprises de plus de 50 salariés.

Quel sentiment de confiance pour l'avenir à moyen terme de l'économie luxembourgeoise ?



FOCUS THÉMATIQUE :

SKILLS & TRAINING

Les compétences et la formation sont aujourd'hui au cœur des stratégies économiques, alors que les besoins des entreprises en la matière ne cessent d'évoluer. Le niveau de formation et les compétences de la main-d'œuvre seraient un des facteurs les plus importants de la compétitivité des entreprises en particulier et de l'économie en général. Cette édition du Baromètre montre **que la crise a limité la capacité des entreprises à former leur personnel**, un retard à rattraper rapidement. Si plus **d'un tiers des entreprises envisagent d'augmenter leur budget de formation dans les années à venir**, celles-ci n'utilisent pas encore suffisamment les aides à la formation quand elles n'en ont tout simplement pas connaissance. L'augmentation de ces aides, une meilleure adaptation de l'offre et davantage d'accompagnement pour détecter les besoins en compétences et l'établissement d'un plan de formation, sont les principales pistes pour développer la formation au Luxembourg. Il existe une forte demande en la matière, alors que les entreprises déclarent que **les compétences techniques, digitales, organisationnelles et relationnelles sont d'égale importance pour leur développement**.

QUELLES CONNAISSANCE ET UTILISATION DES AIDES À LA FORMATION PAR LES ENTREPRISES ?



des entreprises connaissent et font appel aux aides à la formation



des entreprises connaissent mais font peu appel aux aides à la formation



des entreprises ne connaissent pas les aides à la formation

LES TROIS MESURES RECOMMANDÉES PAR LES ENTREPRISES POUR INCITER À LA FORMATION

1

Augmentation des aides à la formation



2

Adaptation de l'offre de formation professionnelle continue pour davantage répondre aux besoins des entreprises



3

Accompagnement par un organisme de formation agréé pour détecter les besoins en compétences et établir un plan de formation



TOP 5 DES COMPÉTENCES NÉCESSAIRES AU DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

1



Communication et négociation

Adaptabilité



2

3



Compétences techniques en relation avec le domaine d'activité

Leadership, gestion d'équipes



4

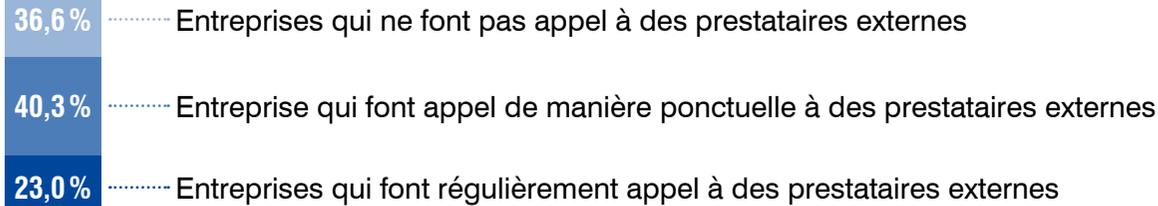
5



Réglementations dans le domaine de leur activité professionnelle

Formation professionnelle

Quel recours à des prestataires externes (organismes de formation, experts, formateurs indépendants) pour développer les compétences des salariés ?

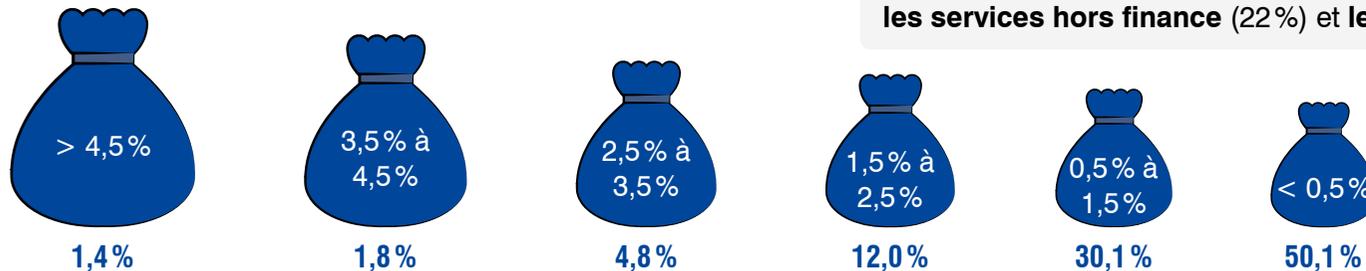


Plus des trois quarts des entreprises font appel à des prestataires externes pour la formation de leurs employés. Ce recours à des prestataires externes se fait toutefois davantage de manière ponctuelle que régulière. **Seuls 18,5% des entreprises de 6 à 9 salariés font régulièrement appel à des prestataires externes pour la formation de leur personnel.** C'est aussi le cas de moins de 20% des entreprises de l'HORECA, du commerce, de la construction et de l'industrie, tout effectif confondu.

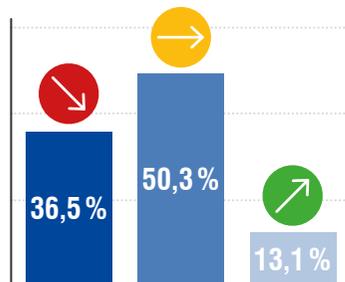
Budget formation

Quel budget formation pour les entreprises en 2019* ?
en % de la masse salariale brute

En 2019, la moitié des entreprises avaient un budget de formation inférieur à 0,5% de leur masse salariale et 4 entreprises sur 5 inférieur à 2,5%. **Les secteurs qui ont investi le plus dans la formation** de leurs équipes sont **l'industrie**, avec 25% d'entreprises disposant d'un budget supérieur à 1,5% de leur masse salariale, **les services hors finance** (22%) et **le transport** (21%).



Quel budget investi dans la formation en 2020 par rapport à 2019 ?



36,5% des entreprises ont moins investi dans la formation en 2020, principalement en raison de la crise. Ceci fait de 2020 une année exceptionnelle qui a pu occasionner une perte de compétitivité des équipes. **Cette diminution a notamment concerné les entreprises de l'HORECA (47%), des services hors finance (40%), de la construction (39%) et du commerce (38%).** Les secteurs de l'industrie et des transports sont ceux où la stabilité prédomine parmi les secteurs qui forment le plus leur personnel. La formation de leurs salariés est souvent indispensable au maintien de leur employabilité, notamment dans le cadre des certifications professionnelles.

* 2020 étant une année exceptionnelle, les entreprises ont été interrogées sur leur budget formation de 2019.

Budget prochaines années

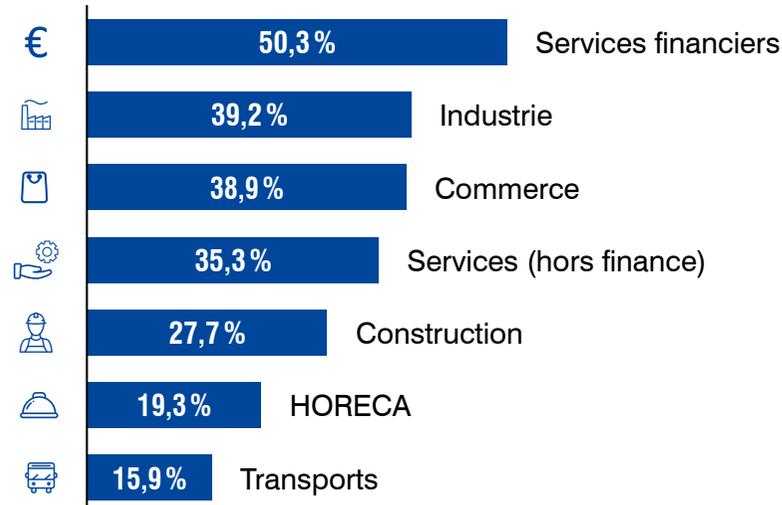
Quelle estimation des budgets de formation au cours des 3 à 5 prochaines années ?



- Diminution en raison de besoins en formation moins importants
- Diminution en raison de la situation économique
- Stable
- Augmentation

À moyen terme, un peu moins d'une entreprise sur dix estime que la situation économique va aboutir à une diminution de leur budget de formation. Elles seraient, à l'opposé, plus d'un tiers à envisager une augmentation de ce budget. La baisse du budget formation, que ce soit pour des raisons économiques ou d'un moindre besoin, concerne davantage les entreprises de 6 à 9 salariés (20%), qui sont aussi moins nombreuses à anticiper une hausse de ce budget (28%).

Les secteurs où les besoins de formation vont le plus augmenter au cours des 3 à 5 prochaines années :



L'évolution du budget de formation pour les prochaines années est relativement disparate selon les secteurs. La situation serait plutôt stable pour les entrepreneurs des transports, de l'HORECA, voire de la construction. En revanche, **les entreprises financières, industrielles et du commerce anticipent une augmentation notable des besoins en compétences de leur personnel**, et donc la hausse conséquente de leur budget de formation. Les secteurs qui s'inquiètent le plus des conséquences à moyen terme de la crise sur leur situation économique et de ses effets sur les dépenses de formation sont les hôtels, restaurants et cafés (33%), les services hors finance (8%) et l'industrie (7%). Les entreprises qui estiment avoir des besoins en formation moins importants sont concentrées au sein de quelques secteurs : HORECA (18%), commerce (16%) et construction (12%). Pour tous les autres, cette situation concerne moins de 4% des entreprises.

Aides formation

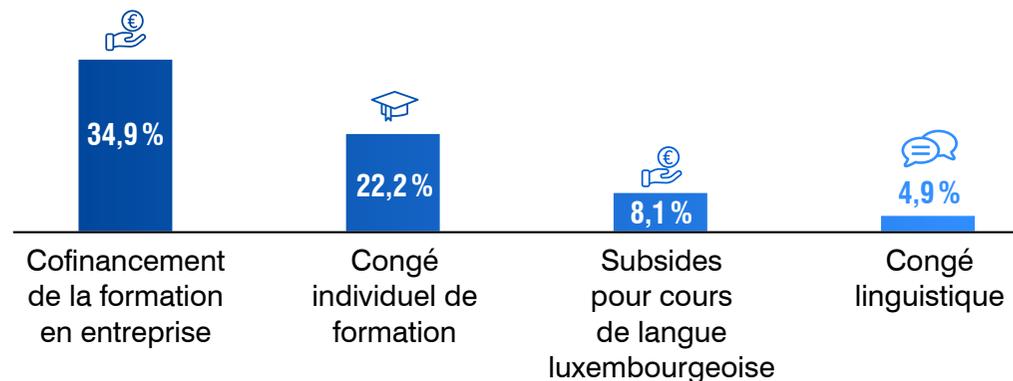
Quelles connaissances et utilisation des aides à la formation par les entreprises ?



Plus d'un tiers des entreprises interrogées déclarent ne pas connaître les différentes aides étatiques en faveur de la formation. **Parmi celles qui connaissent ces aides, près d'une sur deux n'y aurait que peu recours.** 41 % des entreprises de 6 à 9 salariés ne connaissent pas ces aides. Au niveau sectoriel, seules 24 % des entreprises de l'HORECA, 25 % de celles des transports et 26 % dans la construction profitent des aides à la formation. Elles sont, en revanche, 41 % dans ce cas pour le secteur industriel.

Détails des aides

Quels sont les aides utilisées par les entreprises ?

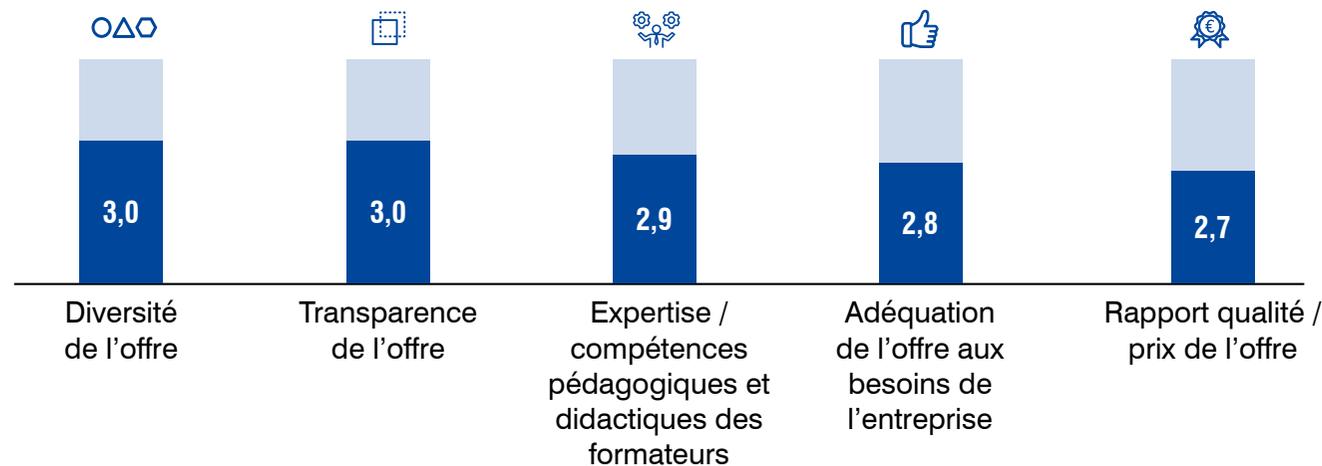


Le cofinancement de la formation est l'aide à laquelle les entreprises ont le plus recours, loin devant les aides spécifiquement dédiées aux langues. Il existe quelques spécificités sectorielles en la matière. Ainsi, le cofinancement est utilisé par plus d'une entreprise sur quatre dans les secteurs des services hors finance, des transports et de l'industrie, alors que le congé individuel de formation est plus fréquent au sein des services financiers (32%). **Les subsides pour cours de langue luxembourgeoise sont plus souvent utilisés par les hôtels, restaurants et cafés (18%).**

Évaluation de l'offre de formation

Quelle qualité de l'offre de formation professionnelle continue au Luxembourg ?

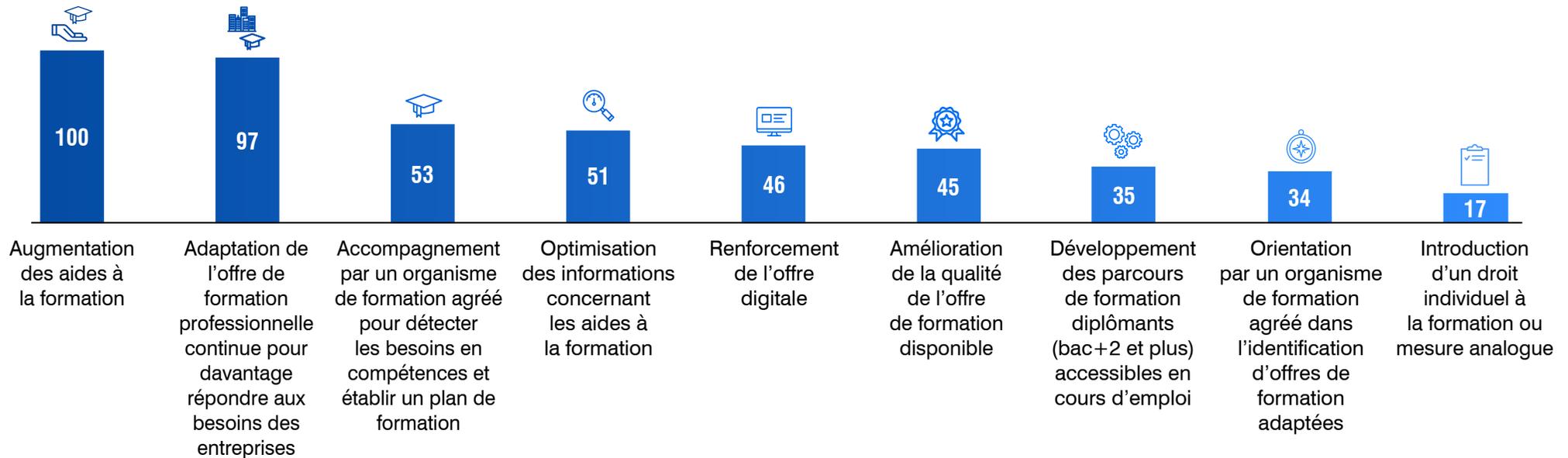
Note de 0 à 5 : 0 = très faible et 5 = très bien



Les notes attribuées par les dirigeants d'entreprises aux différents aspects de l'offre de formation continue sont relativement proches, avec toutefois une meilleure appréciation de la diversité et de la transparence de l'offre que du rapport qualité/prix. **Si les entreprises financières attribuent en moyenne une note de 3,2 sur 5 à l'adéquation de l'offre existante à leur besoin, celle-ci n'atteint que 2,3 pour les entreprises de transports.** Concernant les autres aspects de l'offre de formation, les différences sectorielles sont moins marquées. Il n'y a pas non plus de perceptions très différentes selon la taille des entreprises interrogées. Les entreprises des transports, de l'HORECA et du commerce sont les moins satisfaites de la diversité de l'offre. **Concernant le rapport qualité/prix de l'offre**, aucun secteur n'attribue une note moyenne supérieure à 2,8, ce qui illustre un **consensus sur le souhait d'une amélioration en la matière**. Les entreprises financières et du secteur de la construction ont la meilleure opinion sur l'expertise des formateurs qui interviennent auprès de leurs équipes.

Mesures pour améliorer la formation professionnelle

Quelles mesures pour inciter les entreprises à renforcer leurs actions de formation ?



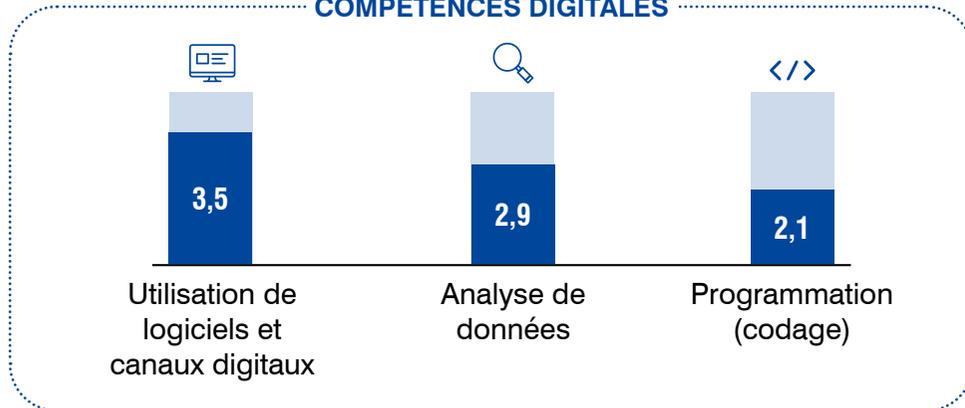
Les dirigeants d'entreprises ont classé les mesures proposées selon un top 3 des meilleures pistes pour développer la formation. Ils ont mis deux mesures particulièrement en avant afin d'inciter à renforcer les actions de formation. Il s'agit de l'augmentation des aides à la formation (placées sur le podium par 51 % des entreprises) et de l'adaptation de l'offre pour mieux répondre aux besoins (40%). **L'adaptation de l'offre a été citée en premier par 47% des entreprises des transports et 38% de celles des services financiers.** Les entreprises de l'HORECA ont, quant à elles, davantage positionné en tête l'augmentation des aides (32%). L'accompagnement par un organisme de formation pour détecter les besoins en compétence et établir un plan de formation concerne plus particulièrement les entreprises de l'industrie (cité par 31 % d'entre elles) et du commerce (29%). **Les entreprises financières ont exprimé un besoin important en matière de renforcement de l'offre digitale** et d'amélioration de la qualité de l'offre de formation disponible. Les parcours de formation diplômants accessibles en cours d'emploi intéressent plus particulièrement les entreprises de services financiers, de la construction et de l'industrie.

Compétences

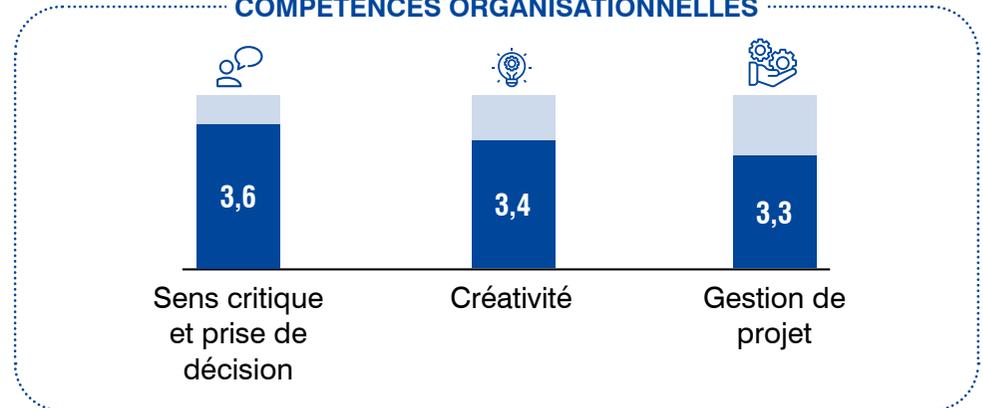
Quel besoin de compétences pour le développement des entreprises ?

Note de 0 à 5 - 0 = Pas du tout et 5 = Beaucoup

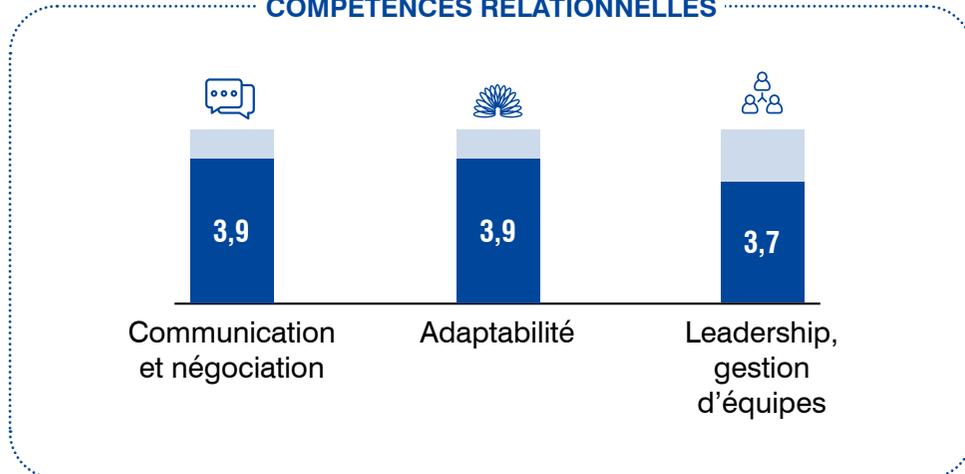
COMPÉTENCES DIGITALES



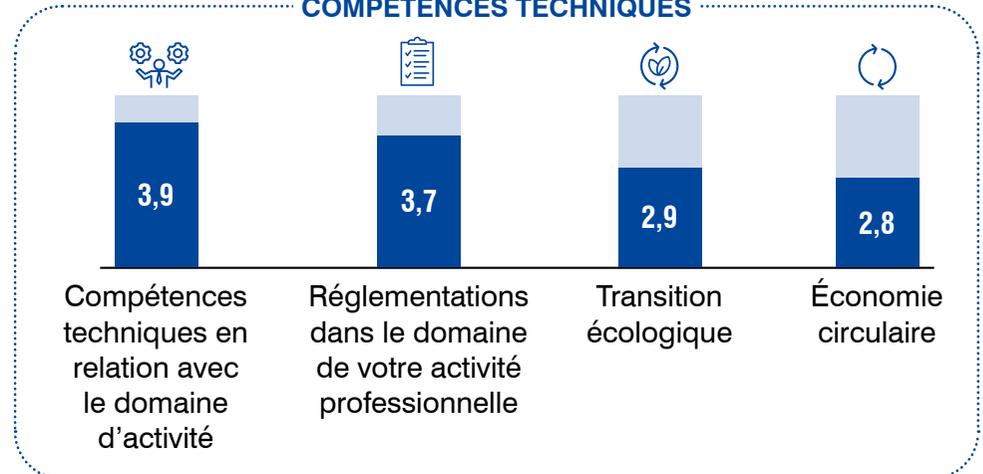
COMPÉTENCES ORGANISATIONNELLES



COMPÉTENCES RELATIONNELLES



COMPÉTENCES TECHNIQUES



Les dirigeants estiment avoir besoin de tous types de compétences pour le développement de leur entreprise, qu'elles soient digitales, organisationnelles, relationnelles ou techniques, attribuant ainsi une note moyenne supérieure à 3 sur 5 pour la plupart des compétences proposées, hors savoir-faire spécifiques tels que la programmation. La note moyenne dépasse même 4 pour certains cas particuliers, illustrant une importance vitale de la compétence pour le secteur concerné. Il s'agit de l'utilisation de logiciels et canaux digitaux et de la réglementation pour les services financiers ; de la communication/négociation et de l'adaptabilité pour les services et la finance ; ainsi que de la compétence technique en relation avec le domaine d'activité pour plusieurs secteurs, dont **l'industrie et la construction**. Ces deux derniers secteurs **et l'HORECA** sont ceux qui ont le plus d'attentes en matière d'économie circulaire.



Cette cinquième édition du Baromètre de l'Économie repose sur des résultats obtenus auprès de 628 entreprises de 6 salariés et plus, représentatives de l'économie luxembourgeoise. L'enquête a été menée sur la période allant du 29 mars au 16 avril 2021 par l'institut TNS-ILRES sous la direction de la Chambre de Commerce. Le résultat du Baromètre de l'Économie (sur 100) correspond à la moyenne des sept indicateurs de conjoncture : confiance dans l'avenir (entreprise et économie), activité (six derniers mois et six prochains mois), emploi, rentabilité et investissement. L'enquête du Baromètre de l'Économie se déroule selon une périodicité semestrielle, au printemps et à l'automne.

Chambre de Commerce
7 rue Alcide de Gasperi
L-1615 Luxembourg
Tél : (+352) 42 39 39-1
E-mail : eco@cc.lu
www.cc.lu

Suivez-nous sur    @ccluxembourg